

COVID-19

Suivi des Impacts

Personnes Déplacées Internes

Burkina Faso



Bulletin No.3 — Vague Juillet 2022

MESSAGES CLES

- Bien que les réactions les plus extrêmes à l'insécurité alimentaire aient généralement diminué au cours des trois mois de l'enquête, un tiers des personnes déplacées internes (PDI) sautaient encore régulièrement des repas - un taux trois fois supérieur à la moyenne nationale.
- Les taux d'emploi se sont régulièrement améliorés pour les déplacés internes et pour le pays dans son ensemble, et particulièrement dans les zones rurales (de 52,2% pour les déplacés internes en mai à 72,1% en juillet), probablement en raison du début des activités de plantation de la campagne agricole.
- Bien que le secteur agricole emploie la plus grande part de la main-d'œuvre, les répondants indiquent qu'il ne s'agit pas de la principale source de revenus. Les revenus des activités non agricoles sont la source de revenus la plus importante pour les ménages déplacés et la moyenne nationale (29% et 33%, respectivement). L'aide des membres de la famille ou hors famille représente une importante source de revenus, en particulier pour les ménages déplacés (24%).
- Les personnes déplacées ont été particulièrement touchées par le ralentissement économique résultant de la pandémie de Covid-19. En effet, six ménages déplacés internes sur dix (58,4%) ont connu une baisse de leurs revenus au cours des 12 derniers mois, contre 43% pour les ménages non déplacés. Les camps ont peut-être fourni une certaine protection, car les personnes déplacées vivant dans des camps étaient beaucoup moins susceptibles de déclarer que le revenu total avait diminué au cours de l'année écoulée que les personnes déplacées vivant hors des camps.
- Les ménages déplacés étaient beaucoup plus susceptibles de recevoir des transferts. La nourriture gratuite est de loin la source d'aide la plus importante (42%), suivie par les transferts monétaires directs (16%). Les agences gouvernementales, ainsi que les ONG et les organisations internationales, ont fourni la quasi-totalité de cette assistance.
- Les enfants PDI se développent dans un contexte plus difficile que leurs pairs. Les personnes qui s'occupent d'eux interagissent moins avec eux dans le cadre d'activités significatives que la population générale. Très peu de ménages au niveau national (seulement 22%) ont passé du temps à lire ou à regarder des livres d'images avec des enfants âgés de 2 à 10 ans, mais c'est tout de même deux fois le taux de ménages PDI qui lisent avec leurs enfants (10,7%).
- Bien que l'utilisation des technologies de l'information et de la communication (TIC) pour l'apprentissage fût faible pour l'ensemble du pays, elle était quasi inexistante pour les personnes déplacées. Par exemple, bien que seulement 15 pour cent des ménages avec des enfants d'âge scolaire aient utilisé la télévision pour apprendre, c'était encore plus de cinq fois plus élevé que le taux d'utilisation des ménages déplacés.



CONTEXTE

Cette note présente les résultats du troisième (et dernier) passage de l'enquête téléphonique à haute fréquence Covid-19 sur les personnes déplacées internes (PDI) au Burkina Faso, qui a été menée entre le 28 juin et le 20 juillet 2021, parallèlement au onzième tour de l'enquête sur l'échantillon national général. L'enquête a été conçue pour évaluer l'expérience socio-économique de ces ménages pendant la pandémie de la Covid-19. Parce que l'enquête a été menée simultanément sur l'échantillon PDI et l'échantillon représentatif au niveau national, les inférences sur les différences nous évitent les problèmes d'incohérence temporelle dans l'interprétation des résultats.

La base de données CONASUR¹, un ensemble de données administratives mis à jour en permanence par le gouvernement du Burkina Faso et destinée à être une liste complète de toutes les personnes déplacées à l'intérieur du pays, a été utilisée comme base de sondage pour les ménages déplacés à partir desquels un échantillon aléatoire a été tiré. Au total, 1 107 ménages ont été ciblés lors de ce deuxième tour et 1 043 ménages ont été interrogés avec succès, ce qui donne un taux de réponse de 94,22%. L'EHCVM 2018/19² a été utilisée comme base de sondage pour l'échantillon national, et l'enquête a été menée avec succès auprès de 1 924 ménages³. Pour les deux sous-populations, les poids d'échantillonnage ont été ajustés pour tenir compte de la non-réponses⁴ afin de rendre les échantillons aussi représentatifs que possible.

¹ Plus d'informations sur le CONASUR peuvent être trouvées [ici](#).

² Plus d'informations sur l'enquête EHCVM peuvent être trouvées [ici](#).

³ Plus d'informations sur l'enquête téléphonique à haute fréquence Covid-19 sur la population non déplacée peuvent être trouvées [ici](#).

⁴ Pour plus d'informations sur les stratégies d'échantillonnage, voir la Note sur la méthodologie d'enquête [ici](#).

Table 1 : Répartition de l'échantillon pour le troisième passage, Juillet 2021

	National	PDI
Ouagadougou	16.4	-
Autre urbain	15.7	55.9
Rural	67.9	44.1
Répondants masculins	81.5	65.6
Répondants féminins	18.5	34.4
Ménages dirigés par un homme	86.5	74.9
Ménages dirigés par une femme	13.5	25.1
Dans un camp	-	21.4
Hors camp	-	78.6

Dans cette note, « l'échantillon de PDI » fait référence aux répondants tirés de l'échantillon du CONASUR ; « l'échantillon national » fait référence aux répondants tirés de l'échantillon EHCVM (qui, parce qu'il est représentatif de la population en 2018/19, peut inclure certains ménages - 3,10% - qui étaient alors ou ont été déplacés depuis).

L'échantillon de PDI n'inclut aucun ménage de la région de Ouagadougou car moins de 1 % des PDI inclus dans la base CONASUR vivaient à Ouagadougou lorsque l'échantillon a été tiré. Par conséquent, pour faciliter une comparabilité appropriée, les statistiques sur l'échantillon national global incluent la strate de Ouagadougou, mais les statistiques sur les sous-échantillons urbains donnent des moyennes pour les déplacés internes urbains (qui n'ont pas de ménages à Ouagadougou, les strates urbaines non Ouagadougou de la strate nationale (EHCVM) et la strate Ouagadougou de l'échantillon national (EHCVM)). Les tableaux 1 et 2 donnent un aperçu de la distribution des échantillons nationaux et des PDI inclus dans l'analyse de la série 3.

Les principaux modules administrés au cours de ce cycle de collecte de données comprenaient l'accès aux produits alimentaires de base et la sécurité alimentaire ; Emploi (avec un accent sur les activités agricoles) ; Autres revenus ; filets de sécurité sociale ; et Soins aux enfants pour le développement de la petite enfance.

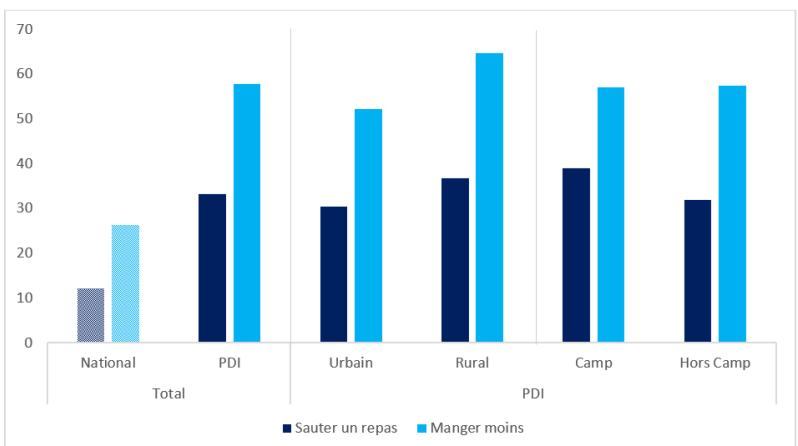
Table 2 : Répartition de l'échantillon des PDI, Juillet 2021

	Répondants masculins	Répondants féminins	Ménages dirigés par un homme	Ménages dirigés par une femme	Urbain	Rural	Dans un camp	Hors camp
Répondants masculins			87.5	0.3	65.7	65.6	62.3	66.0
Répondants féminins			12.5	99.7	34.4	34.4	37.7	34.0
Ménages dirigés par un homme	99.9	27.3			76.0	73.6	68.7	75.8
Ménages dirigés par une femme	0.1	72.7			24.0	26.4	31.3	24.2
Urbain	55.9	55.9	56.7	53.6			45.7	59.1
Rural	44.1	44.2	43.3	46.4			54.3	40.9
Dans un camp	20.4	23.2	19.8	26.1	17.4	26.5		
Hors camp	79.6	76.8	80.3	74.0	82.6	73.5		



SÉCURITÉ ALIMENTAIRE

La sécurité alimentaire reste préoccupante au Burkina Faso. Les stratégies d'adaptation dans lesquelles les ménages mangent moins ou sautent des repas sont particulièrement préoccupantes surtout pendant la saison maigre qui va de juillet à septembre. Ces réactions comportementales drastiques face à un manque de nourriture pendant la pandémie sont préoccupantes. Bien que la proportion de ménages ayant déclaré sauter un repas ait régulièrement diminué au cours des trois mois de l'enquête pour toutes les populations et tous les sous-groupes analysés, les ménages déplacés sont trois fois plus susceptibles de prendre cette mesure extrême. Parallèlement, les personnes déplacées sont également beaucoup plus susceptibles de déclarer ne pas manger autant qu'elles le devraient. La différence entre ce groupe (PDI) et toute la population au niveau national est de l'ordre de 30 points de pourcentage en juillet (confère Figure 1).

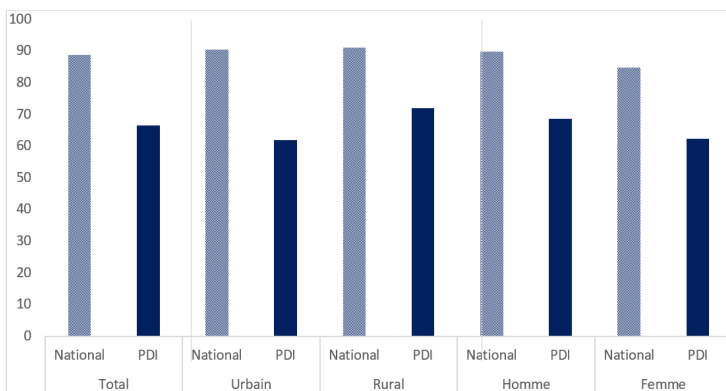
Figure 1 : Ménages sautant des repas ou mangeant moins

Les scores d'accès à la nourriture et d'insécurité alimentaire généralement meilleurs pour des personnes vivant dans les zones rurales (observés dans certaines analyses), masquent le fait que ces ménages ruraux, en particulier les déplacés, sont également plus susceptibles de s'engager dans les stratégies d'adaptation les plus préoccupantes consistant à sauter des repas ou ne pas manger suffisamment.

EMPLOI

Une hiérarchisation du statut d'emploi des PDI se dégage clairement bien que le taux d'emploi en juillet 2021 pour l'échantillon national ait été assez constant (entre 90 et 91%) pour les populations urbaines, rurales et masculines. En effet, les PDI rurales étaient les plus susceptibles d'être employées (72,1%) par rapport au PDI urbain (62,0). L'écart d'emploi entre les répondants hommes et femmes PDI du mois de juillet (5,5 points de pourcentage) et celui des répondants hommes et femmes pour l'échantillon national (5,1 points de pourcentage) sont quasi identiques. Le taux d'emploi de juillet 2021 pour les personnes déplacées hors camp n'est pas significativement différent de celui des personnes déplacées dans le camp (68,3 et 66,1 % respectivement, non indiqué).

Figure 2 : Taux d'emploi de juillet 2021, par sous-population

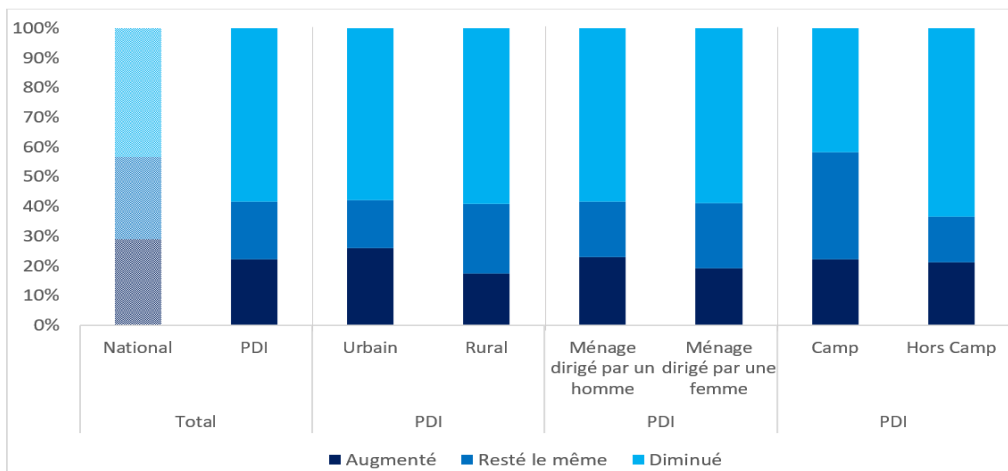


SOURCE DE REVENU

Alors que l'agriculture est le secteur d'emploi le plus important pour les ménages burkinabés en général, ce secteur est moins important pour les déplacés internes burkinabés. Cela est probablement dû à trois raisons principales : premièrement, comme indiqué ci-dessus, moins de déplacés internes sont engagés dans l'agriculture ; deuxièmement, l'agriculture au Burkina Faso est principalement utilisée pour l'autoconsommation (confère Figure 4) ; et troisièmement, étant donné que la campagne de juillet a été menée vers la fin des activités agricoles, l'enquête n'a pas pris en compte les revenus de la vente de produits agricoles.

Le ralentissement économique dû au Covid-19 s'est traduit par une réduction du revenu total pour la plupart des ménages déplacés (confère Figure 3). Six ménages déplacés sur dix déclarent que leurs revenus ont diminué au cours de l'année précédant

Figure 3 : Revenu total du ménage par rapport à la même période de l'année précédente

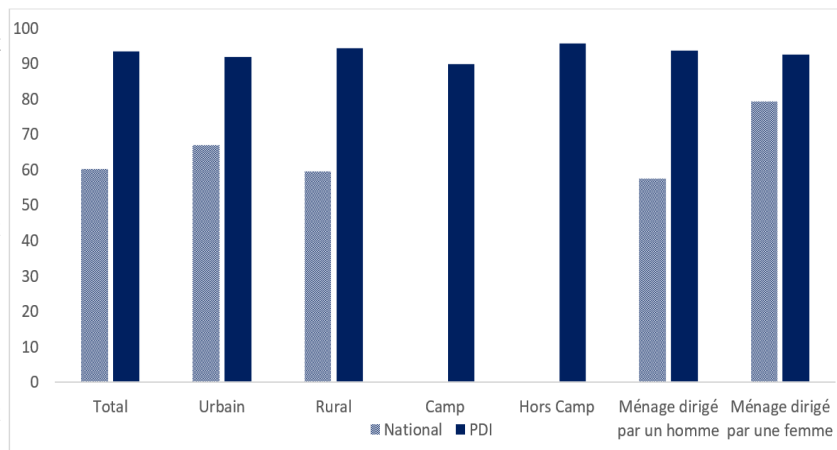


l'enquête (quatre ménages sur dix pour les non déplacés), et seulement deux ménages sur dix ont connu une augmentation de leur revenu total (trois ménages sur dix pour les non déplacés). Les ménages dirigés par des femmes étaient plus vulnérables aussi bien dans les ménages déplacés que dans les ménages non déplacés. Il est important de noter que les réductions de revenus sont plus fréquentes chez les personnes déplacées vivant en dehors des camps (63%) que chez les personnes déplacées vivant dans des camps (43%).

AGRICULTURE

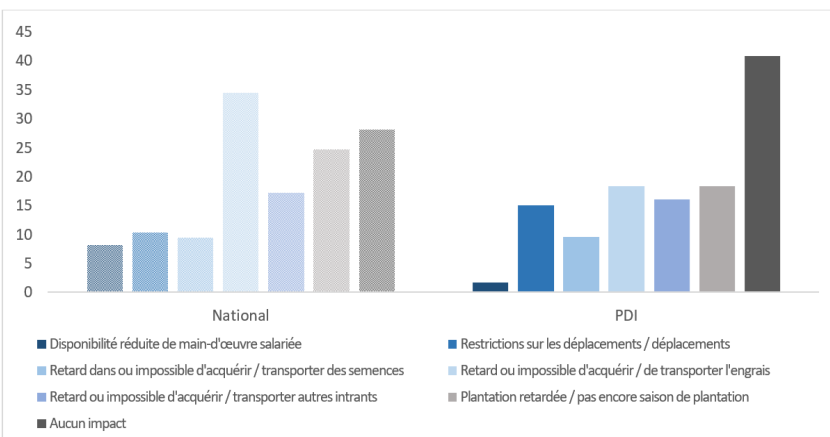
Étant donné que le cycle d'enquête de juillet s'est déroulé vers la fin des activités agricoles de plantation, des informations supplémentaires sur les principales caractéristiques et les défis auxquels sont confrontés les agriculteurs ont été collectées. Bien que la possession d'une ferme familiale soit courante dans l'ensemble des ménages du pays (70%) et particulièrement dans les zones rurales (94%), la proportion des ménages déplacés possèdent une ferme est beaucoup plus faible. En effet, pour ce sous-groupe de ménages, c'est seulement 37% de l'ensemble et 53% en zones rurale qui possèdent au moins une ferme. Toutefois, la possession de ferme est plus importante pour les ménages déplacés dans le camp (44%) que pour ceux qui sont hors du camp.

Figure 4 : Part des ménages produisant uniquement pour leur propre consommation



L'agriculture au Burkina Faso est destinée principalement à l'autoconsommation et ne représente pas une source de revenus pour de nombreux ménages. Cela est particulièrement vrai pour les ménages déplacés : 93% des ménages déplacés qui pratiquent l'agriculture le font uniquement pour leur propre consommation, contre 60% pour la population générale du Burkina. Les ménages déplacés vivant en dehors des camps étaient encore plus susceptibles de produire uniquement pour leur propre consommation (96% contre 90% pour les ménages déplacés dans les camps). Bien que le sexe du chef de ménage soit un moteur important de l'autoconsommation agricole dans l'ensemble, il n'y a pas de différences significatives entre les sexes à cet égard pour les ménages déplacés internes.

Figure 5 : Problèmes rencontrés pendant la saison agricole en cours



La part des ménages qui ont rencontré des difficultés au cours de la saison agricole en cours est plus élevée pour les ménages non déplacés, dont les principaux problèmes rencontrés étaient les difficultés d'acquisition des intrants (engrais en particulier) et le retard dans les activités agricoles (51 et 24 pour cent, respectivement). Ces questions sont également pertinentes pour les ménages déplacés, bien que les restrictions de mouvement, principalement liées à des raisons d'insécurité, représentent le principal problème auquel sont confrontés les agriculteurs déplacés dans le déploiement des activités agricoles normales.



PROTECTION SOCIALE

Les transferts du gouvernement ou des autres structures sont essentiellement orientés vers les personnes déplacées internes. Quel que soit le type de transfert, la part des ménages PDI bénéficiaires est nettement plus élevée que la moyenne nationale. Pour les personnes déplacées, la nourriture gratuite est de loin la source d'aide la plus importante (47,3 %), suivie par les transferts monétaires directs (15,7 %). Ce classement est le même aussi bien pour les ménages résidant dans le camp que pour ceux qui sont hors camp (confère Figure 6).

Figure 6 : Part des ménages ayant reçu une aide au cours des deux derniers mois

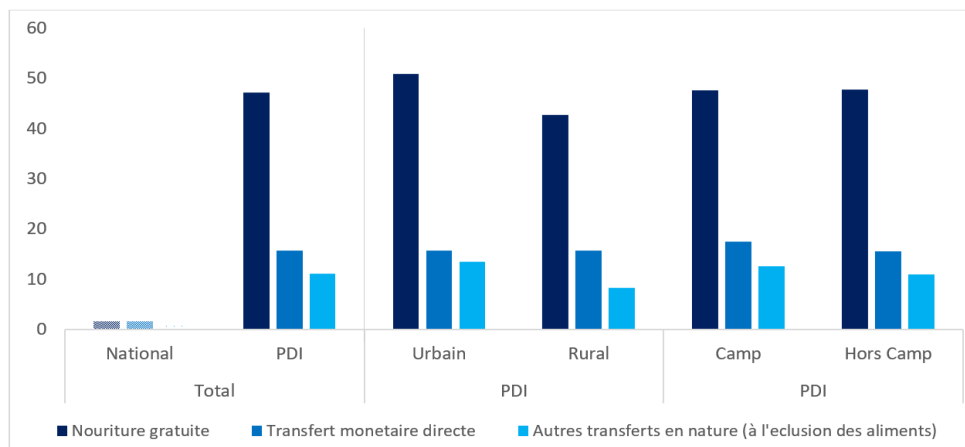
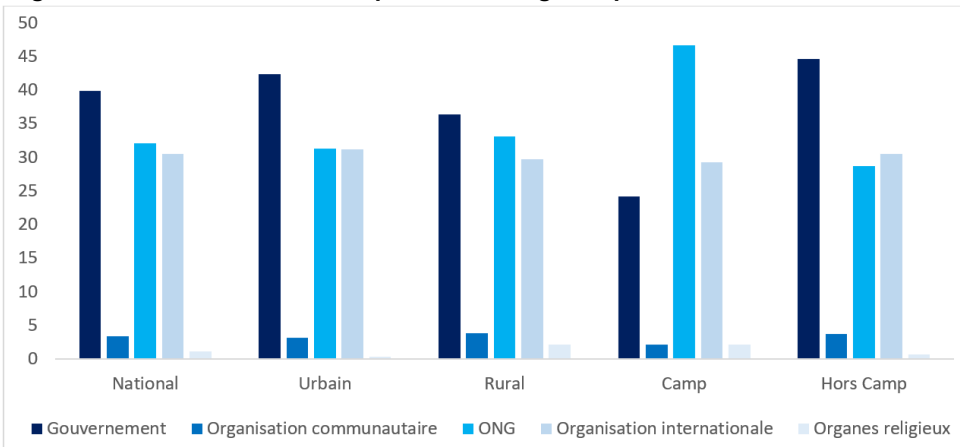


Figure 7 : Sources d'assistance pour les ménages déplacés



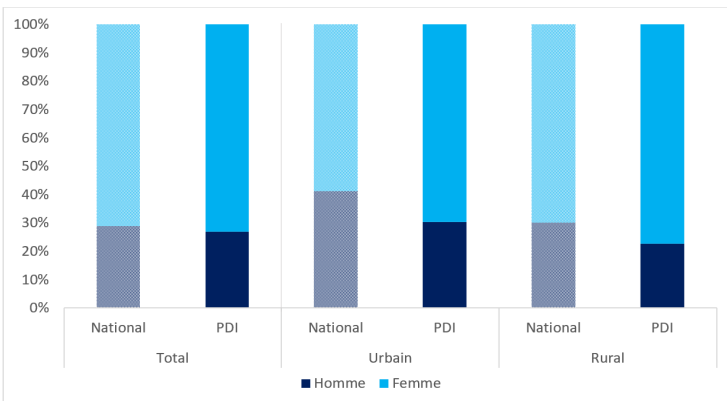
Les interventions gouvernementales représentent la source d'assistance la plus fréquente (40%), en particulier pour les ménages déplacés vivant hors des camps (45%). Par contre, les personnes déplacées dans les camps reçoivent une assistance principalement des ONG (47%) et des organisations internationales (29%). L'aide des organismes communautaires ou religieux est très marginale pour tous les sous-groupes.



DÉVELOPPEMENT DE LA PETITE ENFANCE

Une caractéristique importante du cycle de juillet était d'examiner certaines composantes liées au développement de la petite enfance et, en particulier, les canaux par lesquels l'apprentissage (contenu éducatif) pouvait être accessible aux enfants âgés de 2 à 10 ans. L'enquête a posé aux ménages avec des enfants âgés de 2 à 10 ans plusieurs questions sur les caractéristiques de l'aidant principal, l'engagement avec le contenu éducatif, le soutien aux enfants à la maison. Les résultats de l'échantillon de PDI de la ronde de juillet sont comparés aux résultats de la ronde 8 pour l'échantillon national de non-PDI.

Figure 8 : Sexe des principaux aidants



Par ailleurs, les parts des soignants de moins de 15 ans et de plus de 65 ans sont plus élevées pour les ménages déplacés comparativement aux non déplacés. En effet, 19,8 et 8,4% des soignants pour les déplacés internes sont respectivement dans les tranches d'âge inférieures à 15 ans et supérieures à 65 ans. Par contre ces parts sont respectivement de 10,5 et 5,7% pour les non déplacés internes.

Les personnes qui s'occupent quotidiennement d'enfants interagissent avec eux de plusieurs façons (figure 9). Parmi les options possibles, deux dominent : (i) les personnes interagissant avec l'enfant en passant une bonne partie de leur temps à jouer avec les enfants ; (ii) sortir les enfants de la maison. En particulier, le jeu est de loin l'activité la plus courante pour les ménages déplacés et non déplacés, quelle que soit la région où ils vivent. En revanche, lire ou regarder des livres d'images avec des enfants est assez rare, en particulier pour les soignants dans les ménages PDI (10,7% et 22,0% pour les PDI et les non-PDI, respectivement), qui remplacent en quelque sorte cette activité par le récit d'histoires.

Figure 9 : Activités réalisées par le soignant principal auprès des enfants

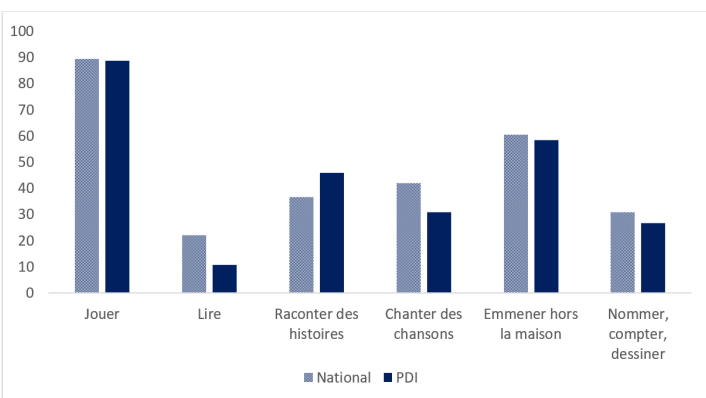
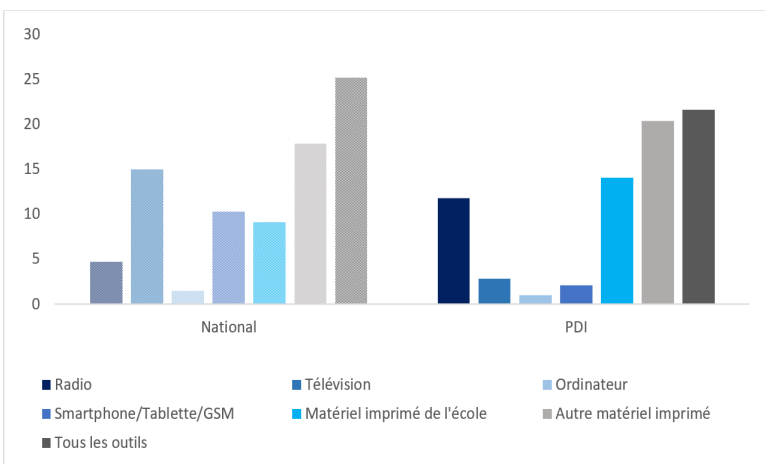


Figure 10 : Utilisation des outils pour les activités d'apprentissage des enfants



documents imprimés non scolaires constituent l'outil le plus utilisé à la fois pour les PDI et les non PDI. L'utilisation de la télévision est particulièrement courante pour les ménages non déplacés vivant dans les zones urbaines. Quant à l'ordinateur, son utilisation comme outil d'apprentissage est non courante dans les ménages du pays, probablement pour des raisons d'inaccessibilité.

Dans l'ensemble, la population générale participe à beaucoup d'activités d'apprentissage pour les enfants que la population déplacée (2,8 et 2,5 par ménage). Cette différence persiste pour les groupes urbains et ruraux (non illustré ici). Les enfants dans les camps sont susceptibles de recevoir plus de types d'engagement que ceux hors des camps (2,8 et 2,4 types d'activités).

En ce qui concerne les outils utilisés pour les activités d'apprentissage gratuites (confère Figure 10), la principale différence entre les ménages PDI et non PDI repose sur l'utilisation de la télévision (utilisée par 14,9% des ménages non PDI contre seulement 2,8% des ménages PDI) et smartphones ou tablettes (utilisés par 5,2% des ménages non déplacés contre 1,2% des ménages déplacés). Les autres outils sont utilisés par les deux sous-groupes de ménages (déplacés et non déplacés) à des différences peu importantes. Par exemple, les

This brief was prepared by Marco Tiberti, Clarence Tsimpo Nkengne and Marco Costantini from the World Bank, Harriet Mugeru and Jeff Tanner from the WB-UNHCR Joint Data Center on Forced Displacement (JDC) and Zakaria Konkobo from the Institut National de la Statistique et la Démographie (INSD). The team benefitted from the comments by Maja Lazić (UNHCR). The report was prepared with guidance from Bjorn Erik Gillsater (JDC), Johan A. Mistiaen (World Bank), Boureima Ouedraogo and Jean Edouard Odilon Doamba (INSD). The team acknowledges the essential support of CONASUR in providing the sampling frame.